

Art. 2. Un crédit dissocié à concurrence de 26,0 mio F en engagement et à concurrence de 9,4 mio F en ordonnancement pour le programme 32-64-2, libellé "gestion de l'information économique", est inscrit au budget général des dépenses ajusté pour l'année budgétaire 1997 — sous la section "Ministère des Affaires économiques" (32) et la division "Administration de l'Information économique" (64).

Art. 3. Les crédits non dissociés ouverts au budget général des dépenses ajusté pour l'année budgétaire 1997 — sous la section "Ministère des Affaires économiques" (32) et la division "Administration de l'Information économique" (64) — sont diminués à concurrence de 9,4 mio F pour le programme 32-64-2, libellé "gestion de l'informatique économique".

Art. 4. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

Art. 5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 décembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget,
H. VAN ROMPUY

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

Art. 2. In de aangepaste algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1997 wordt onder de sectie "Ministerie van Economische Zaken" (32) en de afdeling "Bestuur Economische Informatie" (64) een gesplitst krediet ingeschreven ten belope van 26,0 Mio F in vastlegging en ten belope van 9,4 Mio F in ordonnanciering voor het programma 32-64-2, luidend "Beheer van de economische informatie".

Art. 3. De niet-gesplitste kredieten geopend in de aangepaste algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1997 — onder de sectie "Ministerie van Economische Zaken" (32) en de afdeling "Bestuur Economische Informatie" (64) — worden verminderd ten belope van 9,4 Mio F voor het programma 32-64-2, luidend "Beheer van de economische informatie".

Art. 4. De door deze wet geopende kredieten zullen door de algemene middelen van de Schatkist worden gedekt.

Art. 5. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 december 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting,
H. VAN ROMPUY

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
S. DE CLERCK

MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 97 — 3003

[S - C - 97/22853]

10 NOVEMBRE 1997. — Arrêté royal portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité du Service du contrôle administratif de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 161, 11°;

Vu l'avis du Comité du Service du contrôle administratif du 23 septembre 1997;

Sur la proposition de notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Comité du Service du contrôle administratif de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité joint en annexe de cet arrêté est approuvé.

Art. 2. L'arrêté royal du 11 juin 1964 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité du Service du contrôle administratif de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 1997.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 novembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 97 — 3003

[S - C - 97/22853]

10 NOVEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Comité van de Dienst voor administratieve controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid artikel 161, 11°;

Gelet op het advies van het Comité van de Dienst voor administratieve controle van 23 september 1997;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het als bijlage bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van het Comité van de Dienst voor administratieve controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering wordt goedgekeurd.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 11 juni 1964 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Comité van de Dienst voor administratieve controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1997.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 november 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

Annexe

**Règlement d'ordre intérieur
du Comité du Service du Contrôle administratif**

Article 1^{er}. Le Comité du Service du contrôle administratif se réunit, soit à l'initiative du président, soit à la requête du Ministre ayant les Affaires sociales dans ses attributions, soit à la demande de trois membres au moins formulée par écrit et mentionnant l'objet de la réunion.

Le Comité est convoqué par le président ou en cas d'empêchement de celui-ci par un viceprésident. Le président peut déléguer son pouvoir de convocation au fonctionnaire dirigeant le service.

Les convocations sont envoyées par lettres ordinaires déposées à la poste au moins huit jours avant la date de la séance. En cas d'urgence, ce délai peut être réduit.

Les convocations portent l'indication de l'ordre du jour ainsi que des lieu, jour et l'heure de la séance pour laquelle elles sont faites.

Art. 2. Seules les questions figurant à l'ordre du jour sont discutées. Le Comité peut déroger à cette dernière disposition si la majorité des membres présents en décide ainsi.

Art. 3. Les séances du Comité ne sont pas publiques. Les membres du Comité et les fonctionnaires de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité qui assistent à ces séances sont tenus de respecter le caractère confidentiel des documents qui sont discutés et des délibérations ainsi que le secret des votes.

Art. 4. En cas d'empêchement du président, la séance est présidée par un des vice-présidents et, en leur absence, par le membre le plus âgé. Les vice-présidents siègent à tour de rôle.

Art. 5. Les votes ont lieu à main levée. Ils ont lieu au scrutin secret lorsque trois membres au moins le demandent.

Art. 6. Le Comité peut appeler en consultation pour l'examen de questions particulières des membres du personnel du service et d'autres services de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, ainsi que d'autres personnes spécialement compétentes.

Chaque membre peut, avec l'accord du président, se faire assister par un technicien pour l'examen de points particuliers inscrits à l'ordre du jour.

Les dispositions de l'article 3 sont également applicables aux personnes visées aux alinéas 1^{er} et 2.

Art. 7. Les procès-verbaux des séances du Comité, résumant succinctement les débats et énonçant les décisions prises, sont rédigés en français et en néerlandais par les soins du fonctionnaire dirigeant le Service assisté d'un agent du Service désigné par le fonctionnaire dirigeant.

Les procès-verbaux sont envoyés aux membres au plus tard dans les huit jours qui suivent la date de la réunion. Les observations au sujet des procès-verbaux doivent être communiquées par écrit au fonctionnaire dirigeant, dans les huit jours de leur envoi, faute de quoi les procès-verbaux sont considérés comme approuvés.

Dans le cas où une nouvelle séance a lieu moins de huit jours après l'envoi d'un procès-verbal, les observations au sujet de ce procès-verbal sont faites et actées au cours de cette séance.

Les procès-verbaux sont signés par le président ou par le président de séance et le fonctionnaire dirigeant; ils sont soumis pour approbation définitive à la séance suivante.

Art. 8. Pour les affaires urgentes d'une importance mineure le président est autorisé à procéder à la consultation des membres par écrit.

Art. 9. Les organismes représentés au Comité peuvent remplacer un membre effectif, qui se trouve dans l'impossibilité de siéger, par le membre suppléant de leur choix.

Art. 10. Les membres du Comité ne contractent aucune obligation personnelle relativement aux engagements de l'Institut.

Bijlage

**Huishoudelijk reglement van het Comité
van de Dienst voor Administratieve Controle**

Artikel 1. Het Comité van de Dienst voor administratieve controle vergadert, hetzij op initiatief van de voorzitter, hetzij op verzoek van de Minister tot wiens bevoegdheid de Sociale Zaken behoort, hetzij op vraag van ten minste drie leden, welke schriftelijk wordt gedaan en het onderwerp van de vergadering vermeldt.

Het Comité wordt in vergadering bijeengeroepen door de voorzitter of wanneer deze verhinderd is, door een ondervoorzitter. De voorzitter mag zijn uitnodigingsmacht overdragen aan de leidend ambtenaar van de dienst.

De uitnodigingen geschieden per gewoon schrijven op de post afgegeven ten minste acht dagen vóór de datum van de zitting. Bij hoogdringendheid mag die termijn verkort worden.

De uitnodigingen vermelden de agenda en de plaats, dag en uur van de zitting.

Art. 2. Alleen de aangelegenheden welke aan de agenda zijn ingeschreven, worden besproken. Het Comité mag afwijken van deze laatste bepaling indien de meerderheid van de aanwezige leden daartoe beslist.

Art. 3. De vergaderingen van het Comité zijn niet openbaar. De leden van het Comité en de ambtenaren van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering die de vergaderingen bijwonen zijn ertoe gehouden het vertrouwelijk karakter van de besproken bescheiden en van de beraadslagingen alsmede het geheim van de stemmingen te eerbiedigen.

Art. 4. Ingeval de voorzitter verhinderd is, wordt de vergadering voorgezeten door één der ondervoorzitters en in hun afwezigheid door het oudste lid. De ondervoorzitters zetelen beurtelings.

Art. 5. De stemmingen geschieden bij handopheffing. Zij hebben plaats bij geheime stemming wanneer ten minste drie leden erom verzoeken.

Art. 6. Het Comité kan voor de behandeling van bijzondere aangelegenheden personeelsleden van de dienst en van andere diensten van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering alsmede andere bijzonder bevoegde personen ter raadpleging oproepen.

Ieder lid mag zich, met de instemming van de voorzitter, door een deskundige laten bijstaan voor de behandeling van bijzondere punten die aan de agenda zijn vermeld.

De bepalingen van artikel 3 zijn eveneens van toepassing op de in het 1e en 2e lid bedoelde personen.

Art. 7. De notulen van de vergaderingen van het Comité, die de besprekingen bondig samenvatten en de genomen beslissingen vermelden, worden in het Nederlands en in het Frans opgesteld door de leidend ambtenaar van de dienst, bijgestaan door een personeelslid van de dienst, aangewezen door de leidend ambtenaar.

De notulen worden uiterlijk binnen acht dagen na de dag van de vergadering aan de leden gezonden. De opmerkingen met betrekking tot de notulen moeten de leidend ambtenaar uiterlijk binnen acht dagen na de verzending van de notulen schriftelijk worden medegedeeld, zoniet worden de notulen als goedgekeurd beschouwd.

Ingeval een nieuwe vergadering binnen de acht dagen na de verzending van de notulen plaats heeft, worden alle opmerkingen in verband met die notulen in bedoelde vergadering gemaakt en genotuleerd.

De notulen worden ondertekend door de voorzitter of door de voorzitter van de vergadering en de leidend ambtenaar; ze worden ter definitieve goedkeuring voorgelegd op de volgende vergadering.

Art. 8. Voor de dringende aangelegenheden van minder belang mag de voorzitter de leden schriftelijk raadplegen.

Art. 9. De in het Comité vertegenwoordigde instellingen mogen een werkend lid dat in de onmogelijkheid verkeert zitting te houden, vervangen door het plaatsvervangende lid van hun keuze.

Art. 10. De leden van het Comité gaan geen enkele persoonlijke verplichting aan ten aanzien van de verbintenissen van het Instituut.

Art. 11. Conformément à l'article 181, premier alinéa, de la loi coordonnée le 14 juillet 1994, les pouvoirs de gestion journalière de l'administrateur général de l'Institut sont définis comme suit :

- 1° exécution des décisions du Comité;
- 2° exécution, conformément aux directives techniques du Comité, des missions confiées au service par la loi coordonnée du 14 juillet 1994, les arrêtés royaux ou ministériels et les règlements d'exécution de ladite loi;
- 3° organisation interne du service;
- 4° la direction du personnel;
- 5° réception et signature de la correspondance concernant le service;
- 6° signature des accusés de réception et des décharges à donner notamment aux Administrations des Postes et des Chemins de fer, pour télégrammes, lettres recommandées, colis, etc...;
- 7° engagement des dépenses couvertes par un crédit budgétaire relatives :
 - a) aux déplacements de service des agents du service;
 - b) aux jetons de présence, indemnités de séjour et frais de déplacement inhérents aux réunions du Comité;
 - c) aux frais de représentation.
- 8° signature des ordonnances de paiement, d'ouverture de crédit, d'avance de fonds, de garanties ou cautionnements ou de régularisation, ainsi que les chèques et virements;
- 9° signature de quittances et décharges de toutes sommes payées ou versées à l'Institut à quelque titre que ce soit;
- 10° défense en justice;
- 11° signature des circulaires et instructions à portée générale et interprétative émanant de l'Institut;
- 12° octroi des congés normaux et de circonstances, au personnel du service.

Art. 12. L'administrateur général est autorisé à déléguer, avec l'accord du Comité, l'exercice de certains pouvoirs de gestion journalière au fonctionnaire dirigeant du service.

Vu pour être annexé à Notre Arrêté du 10 novembre 1997.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme M. DE GALAN

Art. 11. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 181, eerste lid van de gecoördineerde wet van 14 juli 1994 worden de bevoegdheden inzake dagelijks beheer van de administrateur-generaal van het Instituut als volgt omschreven :

- 1° uitvoering van de beslissingen van het Comité;
 - 2° in overeenstemming met de technische richtlijnen vastgesteld door het Comité, uitvoering van de opdrachten aan de dienst toevertrouwd door de gecoördineerde wet van 14 juli 1994, de koninklijke en ministeriële uitvoeringsbesluiten en de uitwerkingsverordeningen van bedoelde wet;
 - 3° inwendige organisatie van de dienst;
 - 4° de leiding van het personeel;
 - 5° ontvangst en ondertekening van de briefwisseling met betrekking tot de dienst;
 - 6° ondertekening van de kennisgevingen van ontvangst en van de ontlastingen welke met name aan het Bestuur der posterijen en der Spoorwegen moeten worden gegeven voor telegrammen, aangetekende brieven, colli's, enz...;
 - 7° aangaan van de door een begrotingskrediet gedekte uitgaven met betrekking tot :
 - a) de dienstreizen van de personeelsleden van de dienst;
 - b) het presentiegeld, de verblijfsvergoedingen en reiskosten in verband met de vergaderingen van het Comité;
 - c) de representatiekosten.
 - 8° ondertekening van de ordonnances van betaling van kredietopening, van voorschotten, fondsen, garanties of waarborgen of van regularisaties, evenals van cheques en overschrijvingen;
 - 9° ondertekening van kwijtingen en ontlasting van alle sommen betaald of gestort aan het Instituut om gelijk welke reden;
 - 10° rechtsverweer;
 - 11° ondertekening van de algemene en interpretatieve omzendbrieven en onderrichtingen uitgaande van het Instituut;
 - 12° verlenen van gewoon en omstandigheidsverlof aan het personeel van de dienst;
- Art 12. De administrateur-generaal is ertoe gemachtigd, met instemming van het Comité, de uitoefening van bepaalde bevoegdheden inzake dagelijks beheer over te dragen aan de leidend ambtenaar van de dienst.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 10 november 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. M. DE GALAN

F. 97 — 3004

[97/22866]

10 NOVEMBRE 1997. — Arrêté royal portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité général de gestion de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 12, 11°;

Vu l'avis du Comité général du 26 septembre 1997;
Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Comité général de gestion de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité joint en annexe de cet arrêté est approuvé.

Art. 2. L'arrêté royal du 22 septembre 1993 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité général de gestion de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 1997.

N. 97 — 3004

[97/22866]

10 NOVEMBER 1997. — Koninklijk besluit tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Algemeen beheerscomité van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid artikel 12, 11°;

Gelet op het advies van het Algemeen comité van 26 september 1997;
Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het als bijlage bij dit besluit gevoegde huishoudelijk reglement van het Algemeen beheerscomité van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering wordt goedgekeurd.

Art. 2. Het koninklijk besluit van 22 september 1993 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Algemeen beheerscomité van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1997.